

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1111

14 avril 2016

SOMMAIRE

Advent Monext Luxembourg GP S.à r.l.	53322	SHCO 95 S.à r.l.	53285
AI Eskimo S.à r.l.	53323	SK Spice	53285
Andante Royal	53316	Société Financière du Méditerranéen S.A., SPF	53282
Breuer Consulting S.à r.l.	53311	Société Immobilière Financière et de Participations S.A.	53285
Capital Strategy Funds SICAV	53289	SOF-10 B&B Investments Lux S.à r.l.	53285
Compass Printing S.à r.l.	53325	SRB Lux S.à r.l.	53284
Inica Holding S.à r.l.	53328	STE S.A.	53282
Lhold S.à r.l.	53302	Stonlux Sàrl	53282
Lincoln Invest S.A.	53302	SU Finance S.à r.l.	53282
Luxembourg International Real Estate Holdings S.à r.l.	53328	Surexpo S.A.	53285
Lux Photo Graph' S.à r.l.	53320	Surexpo S.A.	53284
MS Packaging S.à r.l.	53286	TLM Ares S.à r.l.	53282
Newprom S.A.	53286	Triumph Invest Company S.A.	53284
Nordic Pizza	53288	Trium S.A.	53286
Normalux S.A.	53288	Tuomi S.A.	53283
Noved S.A. SPF	53288	Ulysse Formations S.A.	53284
Pabeme S.à r.l.	53287	Urban Capital Re Lux 1 S.à r.l.	53284
Pallavicini Group S.A.	53287	Valcopar S.A.	53283
Pfaudler Holding S.à r.l.	53288	Venezia Finance S.A., SPF	53283
Pfaudler International S.à r.l.	53287	Villa Invest S.A.	53286
Pfaudler Midco S.à r.l.	53287	What Else S.à r.l.	53313
Platform Holdings S.à r.l.	53287	White Investment S.A.	53283
Prestasud S.à r.l.	53288	Winley Investment S.A.	53283
Seriphos S.A.	53286		

TLM Ares S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3237 Bettembourg, 19, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 177.322.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRODESSE S.à.r.l.
19, rue de la Gare
L-3237 BETTEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2016076864/13.

(160041205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

SU Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 131.034.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016076838/10.

(160041206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Stonlux Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 167.563.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2016.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature

Référence de publication: 2016076837/12.

(160041668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

STE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.
R.C.S. Luxembourg B 89.264.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076836/9.

(160041692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Société Financière du Méditerranéen S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 11.632.

Les Bilans au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016076825/10.

(160041152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

White Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 113.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076907/9.

(160041691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Winley Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 157.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076904/9.

(160041236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Venezia Finance S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 42.290.

Les Bilans au 31.03.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076890/10.

(160041153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Valcopar S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 26.325.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2016076883/13.

(160041414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Tuomi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6689 Mertert, 7, Fausermillen.
R.C.S. Luxembourg B 112.690.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG & MALDENER SARL
EXPERTS COMPTABLES - FIDUCIAIRE
31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER
Signature

Référence de publication: 2016076876/13.

(160041065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Signature.

Ulysse Formations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 20, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 116.442.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016076879/10.

(160041626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Urban Capital Re Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 188.744.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2016.

Un mandataire

Référence de publication: 2016076878/11.

(160041618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Triumph Invest Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3510 Dudelange, 10, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 184.713.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016076872/10.

(160041048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Surexpo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 62.828.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076845/9.

(160041573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

SRB Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 169.970.

Le bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2016.

Pour la société

FIDICIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2016076835/14.

(160041379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

SOF-10 B&B Investments Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 13.000,00.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 188.691.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016076828/10.

(160041034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Société Immobilière Financière et de Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 96.979.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016076826/12.

(160041635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

SK Spice, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 174.911.

Les comptes annuels au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SK Spice

Un mandataire

Référence de publication: 2016076819/11.

(160041852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

SHCO 95 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 189.596.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un gérant

Référence de publication: 2016076812/12.

(160041468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Surexpo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 62.828.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076844/9.

(160041508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Villa Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 164.263.

Les comptes annuels au 31-12-2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076882/9.

(160041272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Trium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1538 Luxembourg, 2, place de France.

R.C.S. Luxembourg B 186.454.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 annulent et remplacent les comptes annuels au 31 décembre 2014 qui ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la référence L160014260 le 25 janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Pour: TRIUM S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016076870/15.

(160041051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Seriphos S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 32.459.

Le Bilan au 30.06.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016076810/10.

(160041088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Newprom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 282, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 139.116.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076710/9.

(160041323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

MS Packaging S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9780 Winrange, Maison 35C.

R.C.S. Luxembourg B 172.774.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2016076703/10.

(160041016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Pabeme S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 174.701.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
PABEME S.à r.l.

Référence de publication: 2016076734/11.

(160041599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Platform Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 117.532.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016076727/10.

(160040974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Pfautler Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 191.416.

Les comptes consolidés de Pfautler Holding S.à r.l. au 31 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2016076725/11.

(160041057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Pfautler International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 191.423.

Les comptes consolidés de Pfautler Holding S.à r.l. au 31 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2016076724/11.

(160041056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Pallavicini Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 101.148.

Les comptes au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PALLAVICINI GROUP S.A.
Robert REGGIORI / Régis DONATI
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2016076735/12.

(160041072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Pfaunder Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 191.383.

Les comptes consolidés au 31 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016076723/10.

(160041069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Noved S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 52, rue Charles martel.
R.C.S. Luxembourg B 64.241.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Franck Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 avril 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°521 du 16 juillet 1998.

Les Comptes annuels de la société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NOVED S.A. SPF

Référence de publication: 2016076719/13.

(160041215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Normalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3510 Dudelange, 10, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 39.477.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016076716/10.

(160041117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Nordic Pizza, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 18.109.625,00.**

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.
R.C.S. Luxembourg B 178.774.

Le bilan et l'annexe au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un administrateur*

Référence de publication: 2016076715/11.

(160041663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Prestasud S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4037 Esch-sur-Alzette, 13, rue Bolivar.
R.C.S. Luxembourg B 21.975.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2016076744/10.

(160041063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Capital Strategy Funds SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 205.084.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the sixteenth day of March.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Me Philippe Burgener, professionally residing in Luxembourg acting by virtue of the power given on 24 February 2016, following the decision of the shareholders collectively holding 100% of the voting shares dated 24 February 2016 (the "Decision") of Capital Strategy Funds SICAV P.L.C., a company incorporated in Malta on 28 September 2010, licensed by the Malta Financial Services Authority in terms of the Investment Services Act (Chapter 370 of the Laws of Malta) which qualifies as a self-managed 'Maltese UCITS' in terms of the Investment Services Act (Marketing of UCITS) Regulations 2011 and having its registered office at 171, Old Bakery Street, Valetta, VLT 1455, Malta (the "Company").

The appearing party requested the notary to state that:

I. The Company was incorporated in Malta on 28 September 2010 as a Maltese UCITS.

II. By the Decision, the shareholders collectively holding 100% of the voting shares of the Company resolved to transfer the registered office of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg and, as a consequence, to submit the Company to Luxembourg laws without interruption of its legal personality. The voting shareholders also resolved on 24 February 2016 to amend the articles of incorporation of the Company in the form as stated sub IV. The minutes of the aforesaid Decision, together with the special report, the conclusion of which is that the Company's capital exceeds the equivalent of EUR 1,250,000, drawn up by Deloitte Audit S.à. r.l. L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf on March 14, 2016, in the course of the transfer of the registered office of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The shareholders collectively holding 100% of the voting shares further resolved to change the name of the Company to "Capital Strategy Funds SICAV".

IV. The articles of incorporation of the Company are as follows:

1. Denomination, Duration, Corporate object, Registered office

Art. 1. Denomination. There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme, qualifying as a société d'investissement à capital variable with multiple sub-funds under the name of "Capital Strategy Funds SICAV" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders (the "Shareholders") adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

Art. 3. Corporate object. The exclusive object of the Company is the collective investment of its assets in transferable securities, money market instruments and other permissible assets such as referred to in the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended (the "Law"), with the purpose of offering various investment opportunities, spreading investment risk and offering its Shareholders the benefit of the management of the Company's assets.

The Company may take any measures and carry on any operations deemed useful for the accomplishment and development of its object in the broadest sense within the framework of Part I of the Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors (hereafter collegially referred to as the "Board of Directors" or the "Directors" or individually referred to as a "Director") may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

2. Share capital, Variations of the share capital, Characteristics of the shares

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall be at any time equal to the total net assets of the Company, as defined in Article 11. The minimum capital of the Company shall not be less than the amount prescribed by the Law.

For consolidation purposes, the reference currency of the Company is the US Dollar

Art. 6. Variations in share capital. The share capital may also be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up shares (each a "Share") or the repurchase by the Company of existing Shares from its Shareholders.

Art. 7. Sub-Funds. The Board of Directors is authorised without limitation to issue fully paid Shares at any time in accordance with Article 12 hereof without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

Shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different sub-funds corresponding to separate portfolios of assets (each a "Sub-Fund") (which may, as the Board of Directors shall determine, be denominated in different currencies) and the proceeds of the issue of the Shares of each Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in transferable securities, money market instruments or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities and other permitted assets, as the Board of Directors shall from time to time determine.

Each Sub-Fund is deemed to be a compartment within the meaning of the Law (in particular article 181 of the Law).

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in US Dollar, be converted into US Dollar.

Art. 8. Classes of Shares. The Board of Directors may decide, at any time, to create within each Sub-Fund different classes of Shares (each a "Class") which may differ, inter alia, in their denominated currency, charging structure, the minimum investment requirements, the management fees or type of target investors, or correspond to a specific hedging or distribution policy, such as giving right to regular dividend payments ("Distribution Shares") or giving no right to distributions ("Capitalisation Shares"). Fractions of Shares may be issued under the conditions as set out in the Company's sales documents.

When the context so requires, references in these Articles of Incorporation to Sub-Fund(s) shall mean references to Class (es) of Shares and vice-versa.

Art. 9. Form of the Shares. The Company may issue Shares of each Sub-Fund and of each Class of Shares in registered form ("Registered Shares").

If and to the extent permitted, and under the conditions provided for, by law, the Board of Directors may at its discretion decide to issue Shares in dematerialised form (the "Dematerialised Shares") or global share certificates taking the form of global bearer certificates deposited with a securities settlement system ("Global Share Certificates"). Dematerialised Shares are Shares exclusively issued by book entry in an issue account (compte d'émission, the "Issue Account") held by a central account holder (the "Central Account Holder") designated by the Company and disclosed in the prospectus of the Company (the "Prospectus"). Holders of Registered Shares may request the conversion of their Shares into Dematerialised Shares. The Registered Shares will be converted into Dematerialised Shares by means of a book entry in a security account (compte titres) in the name of their holders. The costs resulting from the conversion of Registered Shares at the request of their holders will be borne by the latter unless the Board of Directors decides at its discretion that all or part of these costs must be borne by the Company.

Ownership of Registered Shares is evidenced by entry in the register of Shareholders of the Company and is represented by confirmation of ownership. Ownership of shares issued in dematerialised form or taking the form of Global Share Certificates shall be evidenced in accordance with applicable laws and/or the provisions set forth in the sales documents of the Corporation, as the case may be.

All issued Shares of the Company other than Dematerialised Shares or shares taking the form of Global Share Certificates, if issued, shall be inscribed in the register of Shareholders shall be kept at the registered office of the Company. Such register of Shareholders shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number of Shares held by him, the Class of Share, the amounts paid for each such Share, the transfer of Shares and the dates of such transfers. The Share register is conclusive evidence of ownership.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the subscription price, under the conditions disclosed in the sales documents of the Company. The subscriber will, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the Shares purchased by him.

The transfer of a Share other than Dematerialised Shares or Shares taking the form of a Global Share Certificate shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the register of Shareholders, such declaration of transfer, in a form acceptable to the Company, to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

The transfer of Dematerialised Shares or Shares taking the form of Global Share Certificates (if issued) shall be made in accordance with applicable laws or the provisions set forth in the Prospectus of the Company, as the case may be.

Any Shareholder holding Registered Shares has to indicate to the Company an address to be maintained in the register of Shareholders. All notices and announcements of the Company given to registered Shareholders shall be validly made at such address. Any Shareholder may, at any moment, request in writing amendments to his address as maintained in the register of Shareholders. The Shareholder shall be responsible for ensuring that its details, including its address, for the register of Shareholders are kept up to date and shall bear any and all responsibility should any details be incorrect or invalid. Notices and announcements from the Company to holders of Dematerialised Shares or Shares taking the form of Global Share Certificates, if issued, shall be made in accordance with applicable laws or the provisions set forth in the Prospectus of the Company, as the case may be.

The Company will recognise only one holder in respect of each Share in the Company. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant Share or Shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the person that has been designated to represent the joint owners.

If a conversion or a payment made by any subscriber results in the issue of a Share fraction, such fraction shall be entered into the register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

Holders of Dematerialised Shares must provide, or must ensure that registrar agents shall provide, the Company with information for identification purposes of the holders of such Shares in accordance with applicable laws. If on a specific request of the Company, the holder of Dematerialised Shares does not furnish the requested information, or furnishes incomplete or erroneous information within a time period provided for by law or determined by the Board of Directors at its discretion, the Board of Directors may decide to suspend voting rights attached to all or part of the Dematerialised Shares held by the relevant person until satisfactory information is received. Fractions of Dematerialised Shares, if any, may also be issued at the discretion of the Board of Directors.

Art. 10. Limitation to the ownership of Shares. The Board of Directors shall have power to impose or relax such restrictions on any Sub-Fund or Class of Shares as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company or no Shares of any Sub-Fund in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of any laws or regulations of any country or governmental or regulatory authority if the Company, any Shareholder or any other person (all as determined by the Directors) would suffer any pecuniary or other disadvantage as a result of such breach) or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation (including inter alia any liability that might derive from the Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA") or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register under any securities or investment or other laws or requirements of any country or authority.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. person", (as defined hereafter) and any person, firm or corporate body targeted by FATCA.

For such purposes, the Company may, at its discretion and without liability:

a) decline to issue any Share and to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding Shares in the Company; and/or

b) at any time require any person whose name is entered in the register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a person who is precluded from holding Shares in the Company; and/or

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded pursuant to this Article from holding Shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of Shares compulsorily purchase from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder:

In such cases enumerated under (a) to (c) above, the Company may compulsorily redeem from any such Shareholder all shares held by such Shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the "Redemption Notice") upon the Shareholder subject to compulsory repurchase; the Redemption Notice shall specify the Shares to be repurchased as aforesaid, the Redemption Price (as defined here below) to be paid for such Shares and the place at which this price is payable. Any such notice may be served upon such Shareholder by registered mail, addressed to such Shareholder at his last known address or at his address as indicated in the Share register. Shareholders holding Global Share Certificates shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Global Share Certificate representing the Shares specified in the Redemption Notice. The holders of Dematerialised Shares shall be informed by publication of the Redemption Notice in one or more Luxembourg newspapers and in one or more national newspapers in the countries where the Shares are distributed, to be determined by the Board of Directors. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in the redemption notice,

2) The price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be purchased (hereinafter referred to as the "Redemption Price") shall be an amount based on the Net Asset Value per Share of the Class and the Sub-Fund to which the Shares belong, determined in accordance with Article 11 hereof, as at the date of the Redemption Notice,

3) Subject to all applicable laws and regulations, payment of the Redemption Price will be made to the owner of such Shares in the currency in which the Shares are denominated or in certain other currencies as may be determined from time to time by the Board of Directors, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such owner,

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any person who is precluded pursuant to this Article from holding Shares in the Company at any meeting of Shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall include a national or resident of the United States of America or any of its states, territories, possessions or areas subject to its jurisdiction (the "United States") and any partnership, corporation or other entity organised or created under the laws of the United States or any political subdivision thereof. The Directors may clarify the term U.S. person in the Company's sales documents.

In addition to the foregoing, the Board of Directors may restrict the issue and transfer of Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund to institutional investors within the meaning of the Article 174 of the Law ("Institutional Investor(s)"). The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board of Directors will convert the relevant Shares into Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a Class of Shares or of a Sub-Fund with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant Shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board of Directors will refuse to give effect to any transfer of Shares and consequently refuse for any transfer of Shares to be entered into the register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor. In addition to any liability under applicable law, (i) each Shareholder who is precluded from holding Shares in the Company who holds Shares of the Company or (ii) each Shareholder who does not qualify as an Institutional Investor who holds Shares in a Class of Shares or of a Sub-Fund restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other Shareholders of the relevant Class of Shares or of a Sub-Fund and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant Shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Company of its change of such status.

3. Net asset value, Issue and repurchase of shares, Suspension of the calculation of the net asset value

Art. 11. Net Asset Value. The Net Asset Value per Share of each Class of Shares in each Sub-Fund of the Company shall be determined periodically by the Company, but in any case not less than twice a month or, subject to regulatory approval, no less than once a month, as the Board of Directors may determine (every such day for determination of the Net Asset Value being referred to herein as the "Valuation Day") on the basis of prices whose references are specified in the Company's sales documents.

The Net Asset Value per Share is expressed in the reference currency of each Sub-Fund/Class and, for each Class of Shares for all Sub-Funds, is determined by dividing the value of the total assets (including accrued income) of each Sub-Fund properly allocable to such Class of Shares less the total liabilities of such Sub-Fund properly allocable to such Class of Shares by the total number of Shares of such Class outstanding on any Valuation Day. The Board of Directors may also apply dilution adjustments, swing pricing techniques as disclosed in the Company's sales document.

The valuation of the Net Asset Value per Share of the different Classes of Shares shall be made in the following manner:

A) The assets of the Company shall be deemed to include:

- (1) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (2) all bills and demand notes and accounts due (including the price of securities sold but not collected);
- (3) all securities, shares, bonds, units/shares in undertakings for collective investment, debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;
- (4) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind; the Company may however adjust the valuation to check fluctuations of the market value of securities due to trading practices such a trading ex dividend or ex rights;
- (5) all accrued interest on securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;
- (6) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company;

(7) all other permitted assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

i) shares or units in open-ended undertakings for collective investment, which do not have a price quotation on a regulated market, will be valued at the actual net asset value for such shares or units as of the relevant Valuation Day, failing which they shall be valued at the last available net asset value which is calculated prior to such Valuation Day. In the case where events have occurred which have resulted in a material change in the net asset value of such shares or units since the last net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted at their fair value in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board of Directors, such change;

ii) the value of securities (including a share or unit in a closed-ended undertaking for collective investment and in an exchange traded fund) and/or financial derivative instruments which are listed and with a price quoted on any official stock exchange or traded on any other organised market at the closing price. Where such securities or other assets are quoted or dealt in or on more than one stock exchange or other organised markets, the Board of Directors shall select the principal of such stock exchanges or markets for such purposes;

iii) shares or units in undertakings for collective investment the issue or redemption of which is restricted and in respect of which a secondary market is maintained by dealers who, as principal market-makers, offer prices in response to market conditions may be valued by the Board of Directors in line with such prices;

iv) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

v) the financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in a reliable and verifiable manner on a daily basis and verified by a competent professional appointed by the Company;

vi) swap contracts will be valued according to generally accepted valuation rules that can be verified by auditors. Asset based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash flow based swap contracts will be valued by reference to the net present value of the underlying future cash flows;

vii) the value of any security or other asset which is dealt principally on a market made among professional dealers and institutional investors shall be determined by reference to the last available price;

viii) any assets or liabilities in currencies other than the relevant currency of the concerned Sub-Fund will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution;

ix) in the event that any of the securities held in the Company portfolio on the relevant day are not listed on any stock exchange or traded on any organised market or if with respect to securities listed on any stock exchange or traded on any other organised market, the price as determined pursuant to sub-paragraph (ii) is not, in the opinion of the Board of Directors, representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined prudently and in good faith based on the reasonably foreseeable sales price or any other appropriate valuation principles;

x) in the event that the above mentioned calculation methods are inappropriate or misleading, the Board of Directors may adopt to the extent such valuation principles are in the best interests of the Shareholders any other appropriate valuation principles for the assets of the Company; and

xi) in circumstances where the interests of the Company or its Shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Board of Directors may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets.

If after the Net Asset Value per Share has been calculated, there has been a material change in the quoted prices on the markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to a particular Sub-Fund is dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. In the case of such a second valuation, all issues, conversions or redemptions of Shares dealt with by the Sub-Fund for such a Valuation Day must be made in accordance with this second valuation.

B) The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(1) all loans, bills and accounts payable;

(2) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to management fee, depositary fee and corporate agents' insurance premiums fee and any other fees payable to representatives and agents of the Company, as well as the costs of incorporation and registration, legal publications and sales documents printing, financial reports and other documents made available to Shareholders, marketing and advertisement costs as well as costs incurred in relation to structures which may be required by law or regulations in the jurisdictions in which the Shares are marketed);

(3) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(4) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the Board of Directors; and

(5) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities related to Shares in the relevant Class toward third parties. In determining the amount of such liabilities the Company may take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C) The Directors shall establish a pool of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(1) the proceeds from the allotment and issue of each Class of Shares of such Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

(2) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

(3) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

(4) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the Net Asset Values of each pool; provided that all liabilities, attributable to a pool shall be binding on that pool; and

(5) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced or increased by the amount of such dividends depending on the distribution policy of the relevant class.

D) For the purpose of valuation under this Article:

(1) Shares of the Company to be redeemed under Article 12 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(2) Shares of the Company in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

(3) all investments, cash balances and other assets of any Sub-Fund expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value per Share of the relevant Sub-Fund is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund;

(4) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable; and

(5) the valuation referred to above shall reflect that the Company is charged with all expenses and fees in relation to the performance under contract or otherwise by agents for management company services (if appointed), asset management, custodial, domiciliary, registrar and transfer agency, audit, legal and other professional services and with the expenses of financial reporting, notices and dividend payments to Shareholders and all other customary administration services and fiscal charges, if any.

E) The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more Sub-Fund(s) (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is applicable with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. They may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

The assets of the Enlarged Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time or receipt.

Art. 12. Issue, redemption and conversion of Shares. The Board of Directors is authorised to issue further fully paid-up Shares of each Class of each Sub-Fund at any time at a price based on the Net Asset Value per Share for each Class of Shares of each Sub-Fund determined in accordance with Article 11 hereof, as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable charges and/or dilution levy (if any), as approved from time to time by the Board of Directors and described in the Company's sales document not exceeding 10 business days after the relevant Valuation Day. Such price may be rounded upwards or downwards as the Board of Directors may resolve. During any initial offer period to be determined by the Board of Directors and disclosed to investors, the issue price may also be based on an initial subscription price, increased by any dilution levy and/or applicable charges (if any).

The Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of receiving payment for such new Shares.

All new Share subscriptions shall, under pain of nullity, be entirely paid-up, and the Shares issued carry the same rights as those Shares in existence on the date of the issuance. The subscription price shall be paid within a period as determined by the Board of Directors and specified in the Company's sales documents.

The Company may reject any subscription in whole or in part, and the Directors may, at any time and from time to time and in their absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of Shares of any Class in any one or more Sub-Funds.

The subscription price (not including the sales commission or any other charges) may, upon approval of the Board of Directors, and subject to all applicable laws and regulations, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind (if legally required), be paid by contributing to the Company assets acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company. The costs for such subscription in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the Shareholder requesting the subscription in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board of Directors considers that the subscription in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company, in which case such costs may be borne in all or in part by the Company.

Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company provided that:

(i) the Company may determine the notice period required for lodging redemption requests. Applicable notice periods (if any) will be disclosed in the sales documents of the Company;

(ii) in the case of a request for redemption of part of his Shares, the Company may, if compliance with such request would result in a holding of Shares of any one Class or in any one Sub-Fund with an aggregate Net Asset Value of less than such amount or number of Shares as the Board of Directors may determine from time to time and as described in the sales documents, redeem all the remaining Shares held by such Shareholder;

(iii) the Company may limit the total number of Shares of any Sub-Fund which may be redeemed (including conversions) on a Valuation Day to a certain percentage as disclosed in the Company's sales documents of the Net Asset Value of such Sub-Fund on a Valuation Day. Redemption or conversion requests exceeding the threshold determined by the Board of Directors may be deferred as disclosed in the sales documents of the Company. Deferred redemption or conversion requests will be dealt in priority to later requests. Unless otherwise provided for herein, in case of deferral of redemption the relevant Shares shall be redeemed at a price based on the Net Asset Value per Share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or less any other charge as foreseen by the sales documents of the Company.

The redemption proceeds shall be paid within the timeframe provided for in the sales documents of the Company and shall be based on the price for the relevant Class of Shares of the relevant Sub-Fund as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or less any other charge as foreseen by the sales documents of the Company.

If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Class of Shares of a given Sub-Fund being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Payment of redemption proceeds may be delayed if there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or any circumstances beyond the Company's control which make it impossible to transfer the redemption proceeds to the country where the redemption was requested.

With the consent of or upon request of the Shareholder(s) concerned, the Board of Directors may satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming Shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the Shares to be redeemed as described in the Company's sales documents. Such redemption will, if required by law or regulation, be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board of Directors will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed Shares. The costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the Shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board of Directors considers that the redemption in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company, in which case such costs may be borne in all or in part by the Company. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares in the relevant Sub-Fund.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Unless otherwise provided for in the sales documents of the Company, any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Shares, provided that the Board of Directors may, in the Company's sales documents:

a) set terms and conditions as to the right and frequency of conversion of Shares between Sub-Funds or between Classes of Shares; and

b) subject conversions to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the aggregate Net Asset Value per Share of the Shares held by a Shareholder in any Class of Shares would fall below the minimum holding amount as disclosed in the sales document as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class, as stated in the sales documents.

Such a conversion shall be effected on the basis of the Net Asset Value of the relevant Shares of the different Sub-Funds or Classes of Shares, determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof. The relevant number of Shares may be rounded up or down to a certain number of decimal places as determined by the Board of Directors and described in the sales documents.

Subscription, redemption and conversion requests shall be revocable under the conditions determined by the Board of Directors and disclosed (if any) in the sales documents of the Company as well as in the event of suspension of the Net Asset Value Calculation, as further detailed in Article 13 of these Articles of Incorporation.

Art. 13. Suspension of the calculation of the Net Asset Value and of the issue, the redemption and the conversion of Shares. The Company may suspend the calculation of the Net Asset Value of one or more Share Classes and the issue, redemption and conversion of any Classes of Shares in the following circumstances:

a) during any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of the investments of the relevant Sub-Fund for the time being are quoted, is closed, or during which dealings are substantially restricted or suspended;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments of the relevant Sub-Fund by the Company is not possible;

c) during any period when the publication of an index, underlying of a financial derivative instrument representing a material part of the assets of the relevant Sub-Fund is suspended;

d) during any period when the determination of the net asset value per share of the underlying funds or the dealing of their shares/units in which a Sub-Fund is a materially invested is suspended or restricted;

e) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the relevant Sub-Fund's investments or the current prices on any market or stock exchange;

f) during any period when remittance of monies which will or may be involved in the realisation of, or in the repayment for any of the relevant Sub-Fund's investments is not possible;

g) from the date on which the Board of Directors decides to liquidate or merge one or more Sub-Fund(s) or Class or in the event of the publication of the convening notice to a general meeting of Shareholders at which a resolution to wind up or merge the Company or one or more Sub-Fund(s) or Class is to be proposed; or

h) during any period when in the opinion of the Directors of the Company there exist circumstances outside the control of the Company where it would be impracticable or unfair towards the Shareholders to continue dealing in Shares of any Sub-Fund of the Company.

The Company may cease the issue, allocation, conversion and redemption of the Shares forthwith upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation or upon the order of the Luxembourg supervisory authority.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value of a Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Sub-Fund which is not suspended.

To the extent legally or regulatory required or decided by the Company, Shareholders who have requested conversion or redemption of their Shares will be promptly notified in writing of any such suspension and of the termination thereof. The Board of Directors may also make public such suspension in such a manner as it deems appropriate.

Suspended subscription, redemption and conversion applications may be withdrawn by written notice provided that the Company receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscription, redemption and conversion applications shall be executed on the first Valuation Day following the resumption of Net Asset Value calculation by the Company.

4. General shareholders' meetings

Art. 14. General provisions. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders of the Company regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 15. Annual general Shareholders' meeting. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting on the second Friday of the month of April at 2 p.m. in each year. If such day is not a bank business day in Luxembourg, then the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of Shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time and place are to be decided by the Board of Directors.

Other meetings of Shareholders or of holders of Shares of any specific Sub-Fund or Class may, where required or appropriate, be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 16. General meetings of Shareholders of Classes of Shares. The Shareholders of any Sub-Fund or any Class of Shares may hold or be convened to, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund or Class of Shares.

Two or more Classes of Shares or Sub-Funds may be treated as a single Class or Sub-Fund if such Sub-Funds or Classes would be affected in the same way by the proposals requiring the approval of holders of Shares relating to the separate Sub-Funds or Classes.

Art. 17. Shareholders' meetings. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each whole Share, regardless of the Class and of the Sub-Fund to which it belongs, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Fractions of Shares are not entitled to a vote.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to Shares in respect of which the Shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

If and to the extent permitted by the Board of Directors for a specific meeting of Shareholders, each Shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least (i) the name, address or registered office of the relevant Shareholder, (ii) the total number of Shares held by the relevant Shareholder and, if applicable, the number of Shares of each Class held by the relevant Shareholder, (iii) the place, date and time of the general meeting, (iv) the agenda of the general meeting, (v) the proposal submitted for decision of the general meeting, as well as (vi) for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour, against or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms, which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention shall be void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of Shareholders to which they relate.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Where there is more than one Class of Shares or Sub-Fund and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, such resolution must, in order to be valid, be approved separately by Shareholders of such Class of Shares or Sub-Fund in accordance with the quorum and majority requirements provided for by this Article.

Art. 18. Notice to the general Shareholders' meetings. Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors or upon the written request of Shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company. To the extent required by law, the notice shall be published in the *Mémorial Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

If all Shares are in registered form and if no publications are made, notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

In case of Dematerialised Shares or shares taking the form of Global Share Certificates, if issued, the right of a holder of such shares to attend a general meeting and to exercise the voting rights attached to such shares will be determined by reference to the shares held by this holder as at the time and date provided for by Luxembourg laws and regulations.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of Shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the Shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a Shareholder to participate at a general meeting of Shareholders and to exercise the voting right attached to his Shares will be determined by reference to the Shares held by this Shareholder as at the Record Date.

In case of Dematerialised Shares (if issued) the right of a holder of such Shares to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to such Shares will be determined by reference to the Shares held by this holder as at the time and date provided for by Luxembourg laws and regulations.

5. Management of the company

Art. 19. Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members who need not to be Shareholders of the Company.

Art. 20. Duration of the appointment of the Directors, renewal of the Board of Directors. The Directors shall be elected by a general meeting of Shareholders for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are

elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced or an additional director appointed at any time by resolution adopted by the general meeting of Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a new Director to fill such vacancy on a provisional basis until the next general meeting of Shareholders.

Art. 21. Committee of the Board of Directors. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders.

Art. 22. Meetings and deliberations of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and the Board of Directors, but in his absence the Shareholders or the Board of Directors may appoint another Director by a majority vote to preside at such meetings. For general meetings of Shareholders and in the case no Director is present, any other person may be appointed as chairman.

The Board of Directors from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, any assistant managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meetings of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such vote.

Any Director may attend a meeting of the Board of Directors using teleconference or video conference means, provided that (i) the Director attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual signature, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented at a meeting of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman shall have a casting vote.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telegrams, telexes, facsimile transmission and other means capable of evidencing such consent.

The Board of Directors may delegate, under its responsibility and supervision, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors.

Art. 23. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman or by two Directors.

Art. 24. Engagement of the Company vis-à-vis third persons. The Company shall be engaged by the signature of two members of the Board of Directors or by the individual signature of any duly authorised officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 25. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors determines the general orientation of the management and of the investment policy, as well as the guidelines to be followed in the management of the Company, always in compliance with the principle of risk diversification. When any investment policies are determined and implemented, the Board of Directors shall ensure compliance with the following provisions:

The Board of Directors may decide that investment of the Company be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law, (ii) in transferable securities and

money market instruments dealt in on another market in a Member State (as defined by the Law) which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in Europe, Asia, Oceania (including Australia), the American continents and Africa, or dealt in on another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities, and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of issue, as well as (v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Company.

The Board of Directors may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of each Sub-Fund of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Company (including but not limited to any member state of the Organisation for Economic Cooperation and Development ("OECD") Singapore, or any member state of the G20), or public international bodies of which one or more of Member States of the European Union are members, provided that in the cases where the Company decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the Sub-Fund concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of such Sub-Fund's total net assets.

The Board of Directors may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and / or over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in its sales documents.

The Board of Directors may decide that investments of a Sub-Fund to be made with the aim to replicate a certain index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

Investments of the Company may be made either directly or indirectly through wholly owned subsidiaries. When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf, carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of Shareholders, Article 48 paragraphs (1) and (2) of the Law do not apply. Any reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

The Company will not invest more than 10% of the net assets of any Sub-Fund in undertakings for collective investment as defined in Article 41 (1) e) of the Law unless specifically foreseen in the sales documents of the Company for a Sub-Fund.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents, invest in one or more Sub-Funds. The relevant legal provisions on the computation of the Net Asset Value will be applied accordingly. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to the Shares held by a Sub-Fund in another Sub-Fund are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these Shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum capital required by the Law.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may, at any time it deems appropriate and to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any Sub-Fund qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS Sub-Fund or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Sub-Funds.

The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, as described in Article 11, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the Board of Directors may decide that part or all of the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other collective investment schemes or that part will be co-managed among themselves.

Art. 26. Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of any such other company or firm.

Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason his connection and/or relationship

with that other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to any such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, that Director or officer shall make such a conflict known to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction, and any such transaction shall be reported to the next meeting of Shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board of Directors or by the single Director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used above, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity having initiated the Company or any subsidiary thereof, or any other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 27. Indemnification of the Directors. The Company shall indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonable incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

6. Auditor

Art. 28. Auditor. The general meeting of Shareholders shall appoint an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law and serve until its successor is elected.

7. Annual accounts

Art. 29. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1 January in each year and shall end on 31 December of the same year.

The accounts of the Company shall be expressed in US Dollars or to the extent permitted by laws and regulations such other currency, as the Board of Directors may determine. Where there shall be different Sub-Funds as provided for in Article 7 hereof, and if the accounts within such Sub-Funds are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into US Dollars and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 30. Distribution Policy. The Shareholders shall, upon proposal from the Directors and within the limits provided by Luxembourg law, determine how the results of the Company shall be disposed of and other distributions shall be effected and may from time to time declare, or authorise the Directors to declare distributions. Distributions may be made out of investment income, capital gains or capital.

For any Sub-Fund or Class of Shares, the Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law. Distribution Shares confer in principle on their holders the right to receive dividends declared on the portion of the net assets of the Company attributable to the relevant Class of Shares in accordance with the provisions below. Accumulation Shares do not in principle confer on their holders the right to dividends. The portion of the net assets of the Company attributable to accumulation Shares of the relevant Class of Shares in accordance with the provisions below shall automatically increase the Net Asset Value of these Shares.

Dividends may further, in respect of any Class of Shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such Class of Shares and which, in such event, will in respect of such Class of Shares, be credited upon issue of Shares and debited upon redemption of Shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such Shares.

Dividends will normally be paid in the currency in which the relevant Class of Shares is expressed or, in exceptional circumstances, in such other currency as selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividends into the currency of their payment.

The Board of Directors may decide that dividends be automatically reinvested for any Sub-Fund or Class of Shares unless a Shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of such dividends. However, no dividends will be paid if their amount is below an amount to be decided by the Board of Directors from time to time and published in the sales documents of the Company. Such dividends will automatically be reinvested.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Company becomes less than the minimum required by law.

Declared dividends not claimed within five years of the due date will lapse and revert to the relevant Sub-Fund or Class. The Board of Directors has all powers and may take all measures necessary for the implement of this position. No interest shall be paid on a dividend declared and held by the Company at the disposal of its beneficiary.

8. Dissolution and liquidation

Art. 31. Dissolution of the Company. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Class of Shares shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Class of Shares of each Sub-Fund in proportion of their holding of Shares in such Class of Shares of each Sub-Fund either in cash or, upon the prior consent of the Shareholder, in kind. Any funds to which Shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the benefit of the persons entitled thereto to the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Law. Amounts so deposited shall be forfeited in accordance with Luxembourg laws.

Art. 32. Termination, division and amalgamation of Sub-Funds. The Directors may decide at any moment the termination, division and/or amalgamation of any Sub-Fund. In the case of termination of a Sub-Fund, the Directors may offer to the Shareholders of such Sub-Fund the conversion of their Class of Shares into Classes of Shares of another Sub-Fund, under terms fixed by the Directors.

In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or of any Class of Shares within a Sub-Fund has decreased to an amount determined by the Directors from time to time to be the minimum level for such Sub-Fund or such Class of Shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund, the Directors may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Classes issued in such Sub-Fund at the Net Asset Value per Share, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Class of Shares prior to the effective date of the redemption, which will indicate the reasons for and the procedure of the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to maintain equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares free of charge, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and prior to the date effective for the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares will be cancelled in the books of the Company.

Under the same circumstances provided for under this Article the Board of Directors may decide to reorganise a Sub-Fund or Class by means of a division into two or more Sub-Funds or Classes.

The Board of Directors may decide to consolidate a Class of any Sub-Fund. The Board of Directors may also submit the question of the consolidation of a Class to a meeting of holders of such Class. Such meeting will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraphs, a general meeting of Shareholders of any Sub-Fund (or Class as the case may be) may, upon proposal from the Board of Directors, (i) decide that all Shares of such Sub-Fund shall be redeemed and the Net Asset Value of the Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) refunded to Shareholders, such Net Asset Value calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect, and/or (ii) decide upon the division of a Sub-Fund or the division, consolidation or amalgamation of Classes of Shares in the same Sub-Fund. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast if such decision does not result in the liquidation of the Company. Liquidation proceeds not claimed by the Shareholders at the close of the liquidation of a Sub-Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed they shall be forfeited in accordance with Luxembourg Law.

Any merger of a Sub-Fund shall be decided by the Board of Directors unless the Board of Directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of Shareholders of the Sub-Fund concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of one or more Sub-Fund(s) where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of Shareholders for which no quorum is required and that may decide with a simple majority of votes cast. In addition, the provisions on mergers of UCITS set forth in the Law and any implementing regulation (relating in particular to the notification to the Shareholders concerned) shall apply.

Art. 33. Amendment of the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 34. General provisions. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law") and the Law and the law of 6 April 2015 relating to dematerialised securities.

V. As a consequence of the point II., the Company continues in the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has acquired the Luxembourg nationality and henceforth is subject to Luxembourg law excluding any other laws.

VI. The appearing person requested the notary to state the appointment of Deloitte Audit S.à. r.l., to act as approved statutory auditor of the Company until the annual general meeting which will be held in 2017.

VII. As a consequence of point II., the appearing person requested the notary to record the following items:

- the registered office of the Company is set at 1, rue du Potager, L-2317 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- the following will serve as directors of the Company until the annual general meeting which will be held in 2017:

* Mr Guner Turkmen, professionally residing in Carrefour de Rive 1, 1207, Geneva, Switzerland;

* Mr Ivan Cini, professionally residing in 188, 21st September Avenue, Naxxar, NXR 1012, Malta;

* Mr Franck Willaime, professionally residing in 25 rue de la Forêt, L-1534, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

- The current accounting year has begun on 1 January 2016 and will terminate on 31st December 2016.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, in accordance with Article 26(2) of the Law.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: P. BURGNER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 24 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/9824. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 avril 2016.

Référence de publication: 2016088275/772.

(160056263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

Lincoln Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 88.469.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016075982/9.

(160040667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Lhold S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 55.000.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 203.656.

STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the fifteenth day of December.

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, a notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

TRAVIS INVESTMENT S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 152281 (the Sole Shareholder),

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, whose professional address is in Luxembourg,

by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Lhold S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 1. Capital.

1.1. The share capital is set at fifty five million Euro (EUR 55,000,000), represented by five hundred fifty thousand (550,000) shares in registered form, having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100) each.

1.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 2. Shares.

2.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

2.2. The shares are freely transferable between shareholders.

2.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

2.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

2.5. The transfer of shares to third parties by reason of death must be approved by shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

2.6. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

2.7. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

2.8. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital

III. Management - Representation

Art. 1. Board of managers.

1.1. The Company is managed by a board of managers composed of one or several A manager(s) and/or one or several B manager(s). Neither the A manager(s) nor the B manager(s) need to be partners. The A manager(s) and the B manager(s) are appointed and dismissed by general meeting of partners acting on the votes of a majority of share capital, which determines their powers and the duration of their mandates. The A manager(s) and the B manager(s) may be reelected and may be revoked ad nutum with or without cause at any time.

Art. 2. Powers of the board of managers.

2.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

2.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by two managers of the Company acting jointly.

2.3. The authority of an agent thus appointed may not extend to any transaction where the Company has a conflict of interest with the agent concerned or with one or more members of the board of managers. In the event of a conflict of interest between the Company and one or more members of the board of managers, the provisions of Article 8 shall continue to apply unimpaired unless the partners have appointed one or more other persons to represent the Company in the case at hand or in general in the event of such a conflict. A resolution of the board of managers with respect to a matter involving a conflict of interest with one or more members of the board of managers in a private capacity shall be subject to the approval of the partners, but the absence of such approval shall not affect the authority of the board of managers or its members to represent the Company.

Art. 3. Procedure.

3.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

3.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

3.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

3.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

3.5. The board of managers can validly deliberate and act only if at least one class A manager is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by an affirmative vote of a majority of managers which shall include the affirmative vote of at least one class A manager present or represented at such meeting.

3.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

3.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 4. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of any A manager or by the joint signature of two B managers of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 5. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meeting of the partners

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2. Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or email. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three-quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 14. Accounting year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve Account). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole partner or the general meeting of partners;
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

VII. General provision

Art. 17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) of December 2016.

Subscription and payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, subscribes for five hundred fifty thousand (550,000) shares in registered form, having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100) each, and agrees to pay them in full by way of a contribution in kind consisting of the A1 shares and B1 Lanvi shares (the Lanvi Shares) it holds in Lanvi S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 117157. The Lanvi Shares have an aggregate value of at least fifty five million Euro (EUR 55,000,000).

The value of the contribution in kind of the Lanvi Shares to the Company is certified to the undersigned notary by a certificate, issued by the Sole Shareholder and acknowledged and approved by the Company's management, which in essence states that:

- “1. he is the legal and beneficial owner of the Lanvi Shares;
2. the Lanvi Shares are fully paid-up;
3. he is solely entitled to the Lanvi Shares and possesses the power to dispose of the Lanvi Shares;
4. the Lanvi Shares are not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Lanvi Shares and the Lanvi Shares are not subject to any attachment;
5. there exist neither pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that the Lanvi Shares be transferred to it.
6. according to the applicable law and respective articles of association or other organizational documents, as amended, the Lanvi Shares are freely transferable;
7. all corporate, regulatory and other approvals (if any) required in all relevant jurisdictions for or in connection with the contribution in kind consisting of the Lanvi Shares to the Company, have been obtained;
8. based on generally accepted accounting principles, the value of the Lanvi Shares is at least equal to fifty five million Euro (EUR 55,000,000), and since such valuation no material changes have occurred which would have depreciated the contribution made to the Company; and
9. all formalities to transfer the legal ownership of the Lanvi Shares contributed to the Company have been or will be accomplished by him and upon the contribution of the Lanvi Shares by him to the Company, the Company will become the full owner of the Lanvi Shares.”

After signature *ne varietur* by the authorised representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, this certificate will remain attached to this deed to be registered with it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately seven thousand Euros (7,000.- EUR).

Resolutions of the shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as A managers of the Company for an indefinite period:
 - Bart de Sonnaville, class A manager born in Arnhem, the Netherlands, on August 7, 1975, having its professional address at WTC Schiphol Airport, B Tower 5th floor, Schiphol Boulevard 231, Amsterdam Schiphol, 1118 BH; and
 - Freddy de Petter, class A manager, born in Berchem, Belgium, on August 29, 1958, having its professional address at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The registered office of the Company is located at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinzième jour de décembre,

Pardevant le soussigné Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

TRAVIS INVESTMENT S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d'un capital social de EUR 12.500 et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés, sous le numéro B 152281 (l'Associé Unique),

représentée par Régis Galiotto, employé avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Lhold S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées, ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à cinquante-cinq millions d'euros (EUR 55.000.000), représenté par cinq cent cinquante mille (550.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts des droits détenus par les survivants.

6.6. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.7. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.8. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition:

(i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou

(ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'un ou plusieurs gérant(s) A et/ou d'un ou plusieurs gérant(s) B. Le(s) gérant(s) A et le(s) gérant(s) B ne doivent pas nécessairement être actionnaire(s). Le(s) gérant(s) A et le(s) gérant B sont nommés et révoqués par résolution de l'assemblée générale des associés agissant à la majorité des voix du capital social, laquelle fixe leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Le(s) gérant(s) A et gérant(s) B sont rééligibles et révocables ad nutum avec ou sans motif à tout moment.

Art. 8. Pouvoirs du Conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant, ou en cas de pluralité de gérants, par deux gérants de la Société agissant conjointement.

8.3. L'autorité d'un agent ainsi désigné ne peut être étendue à toute transaction dans laquelle la Société a un conflit d'intérêt avec l'agent concerné ou avec un ou plusieurs membres du conseil de gérance. En cas de conflit d'intérêt entre la Société et un ou plusieurs membres du conseil de gérance, les dispositions de l'article 8 continueront à s'appliquer telles quelles à moins que les associés aient nommé une ou plusieurs autres personnes pour représenter la Société dans ce cas ou pour tout autre cas. Une résolution du conseil de gérance concernant une question impliquant un conflit d'intérêt avec un ou plusieurs membres de conseil de gérance de manière privée, sera sujette à des associés, mais l'absence d'une telle approbation n'affectera pas l'autorité du conseil de gérance ou de ses membres pour représenter la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins, un gérant de classe A est présent ou représenté. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants incluant au moins le vote affirmatif d'au moins un gérant A présent ou représenté à ladite réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou video conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature unique de tout gérant A ou par les signatures conjointes de deux gérants B de la Société ou, par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés ne dépasse pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance;

(ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;

(iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés;

(iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) associé(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et s'achèvera le trente-et-un (31) décembre 2016.

Souscription et libération

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cinq cent cinquante mille (550.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, et accepte de les libérer intégralement par un apport en nature se composant des parts sociales A1 et B1 (les Parts Sociales Lanvi) qu'il détient dans Lanvi S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117157. Les Parts Sociales Lanvi ont une valeur totale d'au moins cinquante-cinq millions d'euros (EUR 55.000.000).

La valeur de l'apport en nature des Parts Sociales Lanvi à la Société est prouvée au notaire instrumentant par un certificat, émis par l'Associé Unique et reconnu et approuvé par la gérance de la Société, dont le contenu est essentiellement le suivant:

- «1. il est le propriétaire et le bénéficiaire économique des Parts Sociales Lanvi;
2. les Parts Sociales Lanvi sont entièrement libérées;
3. il est le seul titulaire de droits au titre des Parts Sociales Lanvi et a le droit de disposer des Parts Sociales Lanvi;
4. les Parts Sociales Lanvi ne sont grevées d'aucun nantissement ou usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir un nantissement ou un usufruit au titre des Parts Sociales Lanvi et les Parts Sociales Lanvi ne sont soumises à aucun privilège;
5. il n'existe aucun droit de préemption, ni d'autres droits en vertu desquels une personne serait autorisée à demander à ce que les Parts Sociales Lanvi lui soit cédées;
6. en vertu du droit applicable et des statuts respectifs ou autres documents constitutifs, tels que modifiés, les Parts Sociales Lanvi sont librement cessibles;
7. toutes les approbations sociales, réglementaires et autres, le cas échéant, requises dans toute juridiction, pour ou en lien avec l'apport en nature des Parts Sociales Lanvi à la Société ont été obtenues;
8. sur base des principes comptables généralement acceptés, la valeur des Parts Sociales Lanvi est au moins égale à cinquante-cinq millions d'euros (EUR 55.000.000), et aucun changement matériel qui aurait eu pour effet de déprécier l'apport fait à la Société n'est intervenu depuis cette évaluation;
9. toutes les formalités nécessaires à l'effet de transférer la propriété des Parts Sociales Lanvi apportée à la Société ont été ou seront accomplies par lui, et dès l'apport des Parts Sociales Lanvi par lui à la Société, la Société deviendra le propriétaire en pleine propriété des Parts Sociales Lanvi.»

Après signature ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, ce certificat restera annexé au présent acte pour être enregistré avec celui-ci.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à sept mille Euros (7.000.- EUR).

Résolutions de l'associé

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants A de la Société pour une durée indéterminée:
 - Bart de Sonnaville, gérant de classe A, né le 7 août 1975, à Arnhem, Pays-Bas, dont l'adresse professionnelle se situe au WTC Schiphol Airport, B Tower 5th floor, Schiphol Boulevard 231, Amsterdam Schiphol, 1118 BH, et
 - Freddy de Petter, gérant de classe A, né le 29 août 1958 à Berchem, Belgique, dont l'adresse professionnelle se situe au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
2. Le siège social de la Société est établi au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 23 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/41405. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 février 2016.

Référence de publication: 2016062360/458.

(160024355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Breuer Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 40-42, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 203.342.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendsechszehn, den achtzehnten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Herr Ralf Michael BREUER, geboren am 22. Oktober 1970 in Hermeskeil (Deutschland), wohnhaft in D-54317 Farsweiler, Klosterstrasse 1b.

Welcher Komparsent den amtierenden Notar ersucht die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche er hiermit gründet, zu beurkunden wie folgt:

A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung „BREUER CONSULTING S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“) gegründet, welche durch gegenwärtige Satzungen (die „Statuten“), sowie durch die anwendbaren Gesetze und besonders durch das abgeänderte Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften geregelt wird.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Unternehmensberatung und die Projektleitung mit Schwergewicht Informatik, die Beteiligung an anderen Unternehmen im In- und Ausland und deren Verwaltung sowie die Übernahme von Vertretungen. Die Gesellschaft kann im In- und Ausland Zweigniederlassungen errichten, sich an andern Unternehmen im In- und Ausland beteiligen sowie alle Geschäfte eingehen und Verträge abschließen, die geeignet sein können, den Zweck der Gesellschaft zu fördern, oder die direkt und indirekt damit in Zusammenhang stehen. Die Gesellschaft kann Grundstücke erwerben, verwalten und veräußern.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Mertert (Großherzogtum Luxemburg).

Der Sitz kann durch einen Beschluss der/des Gesellschafter(s) an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann innerhalb der gleichen Gemeinde durch einen Beschluss der Geschäftsführung verlegt werden.

Zweigstellen oder Agenturen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland durch Beschluss der Geschäftsführung errichtet werden.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt von zwölftausendvierhundert Euro (12.400,- EUR), aufgeteilt in einhundertvierundzwanzig (124) Anteile zu je einhundert Euro (100,- EUR).

Das Kapital kann zu jedem Zeitpunkt erhöht oder herabgesetzt werden sowie dies in Artikel 199 des Gesellschaftsrechts festgelegt ist.

Art. 6. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt den Inhaber zu einem dementsprechenden Anteil am Gesellschaftsvermögen sowie am Gewinn.

Art. 7. Unter Gesellschaftern sind die Anteile frei abtretbar.

Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden oder beim Tode eines Gesellschafter an Nichtgesellschafter, bedarf der ausdrücklichen schriftlichen Genehmigung aller übrigen Gesellschafter.

Die übrigen Gesellschafter besitzen in diesem Falle ein Vorkaufsrecht, welches binnen 30 Tagen ausgeübt werden muss.

Bei der Ausübung dieses Vorkaufsrechtes wird der Wert der Anteile gemäß Abschnitt 5 und 6 von Artikel 189 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgelegt.

Art. 8. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafter.

Es ist den Erben und Gläubigern der Gesellschafter in jedem Falle untersagt, die Gesellschaftsgüter und Dokumente pfänden zu lassen oder irgendwelche Maßnahmen zu ergreifen, welche die Tätigkeit der Gesellschaft einschränken könnten.

Art. 9. Die Gesellschaft wird vertreten durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen, und jeder Zeit durch die Generalversammlung der Gesellschafter, welche sie ernennt, abberufen werden können.

Art. 10. Die Geschäftsführer gehen durch die Ausübung ihres Mandates keine persönliche Verpflichtung ein.

Als Vertreter der Gesellschaft sind sie lediglich für die korrekte Ausübung ihres Mandates haftbar.

Art. 11. Jeder Gesellschafter kann an den Abstimmungen teilnehmen.

Sein Stimmrecht entspricht der Anzahl seiner Gesellschaftsanteile. Er kann sich auch durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

Art. 12. Beschlüsse sind rechtskräftig wenn sie von Gesellschaftern, welche mehr als die Hälfte der Anteile vertreten, akzeptiert werden.

Beschlüsse welche eine Satzungsänderung betreffen werden durch die Mehrheit der Gesellschafter gefasst, welche mindestens fünfundsiebzig Prozent des Kapitals darstellen.

Im Falle, wo die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter besteht, werden alle Befugnisse, welche laut Gesetz oder Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, durch den Einzelgesellschafter ausgeübt.

Entscheidungen welche auf Grund dieser Befugnisse durch den alleinigen Gesellschafter gefasst werden, müssen in ein Protokoll verzeichnet werden oder schriftlich festgehalten werden.

Desgleichen müssen Verträge zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der Gesellschaft durch Letzteren vertreten in ein Protokoll eingetragen werden oder in Schriftform verfasst werden.

Diese Verfügung entfällt für laufende Geschäfte, welche unter normalen Bedingungen abgeschlossen wurden.

Art. 13. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 14. Jedes Jahr am letzten Tag des Monats Dezember wird die Bilanz von den Geschäftsführern erstellt.

Art. 15. Die Bilanz steht den Gesellschaftern am Gesellschaftssitz zur Einsicht zur Verfügung.

Art. 16. Fünf Prozent des Reingewinns werden für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage verwendet bis diese Rücklage zehn Prozent des Gesellschaftskapitals darstellt.

Der Saldo steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 17. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Abwicklung von einem Liquidator ausgeführt welcher kein Gesellschafter sein muss und der von den Gesellschaftern ernannt wird, welche seine Befugnisse und seine Entschädigung festlegen.

Art. 18. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, berufen und beziehen sich die Gesellschafter auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, und dessen Abänderungen, betreffend die Handelsgesellschaften.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2016.

Zeichnung und Einzahlung der Anteile

Nach Feststellung der Statuten, wie vorstehend erwähnt, wurden sämtliche Anteile durch den Alleingesellschafter Herrn Ralf Michael BREUER, vorgenannt, gezeichnet und voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendvierhundert Euro (12.400,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar durch eine Bankbescheinigung ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Beschlussfassung Durch den Alleinigen Gesellschafter

Anschließend hat der eingangs erwähnte Komparent, welcher das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, in seiner Eigenschaft als Alleingesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-6630 Wasserbillig, 40-42 Grand-Rue.

2) Herr Ralf Michael BREUER, geboren am 22. Oktober 1970 in Hermeskeil (Deutschland), wohnhaft in D-54317 Farschweiler, Klosterstrasse 1b, wird zum Geschäftsführer auf unbestimmte Dauer ernannt.

3) Der Geschäftsführer hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaft rechtmäßig und ohne Einschränkungen durch seine alleinige Unterschrift zu verpflichten.

Notarielle Bescheinigung

Die Gesellschaft und ihre Satzung erfüllen nach Form und Inhalt die anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen hinsichtlich der Handelsgesellschaften, insbesondere jene bezüglich der Gesellschaften mit beschränkter Haftung.

Gemäß den derzeit im Großherzogtum Luxemburg gültigen rechtlichen Bestimmungen und Vorschriften und in Übereinstimmung mit dem vertragsrechtlichen Prinzip, dass Verträge, die vor einem Notar geschlossen werden, unmittelbar in Kraft treten, existiert die besagte Gesellschaft und erlangt ihre Rechtspersönlichkeit mit dem Datum der Unterzeichnung dieses notariellen Gründungsaktes als Körperschaft und juristische Person, in Abgrenzung von ihren Gesellschaftern, und zwar vor Erfüllung sämtlicher Registrierungs- und Veröffentlichungsformalitäten bei dem Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburgs und dem offiziellen Amtsblatt Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Gründungskosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Entgelte oder Belastungen jeder Art, die der Gesellschaft zufallen werden, beläuft sich auf ungefähr achthundertfünfzig Euro.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Signé: R. M. BREUER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 21 janvier 2016. 2LAC/2016/1378. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 26 janvier 2016.

Référence de publication: 2016057254/120.

(160017651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2016.

What Else S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 3-5, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 203.321.

— STATUTS

L'an deux mille seize, le quatorze janvier.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. La société anonyme OSIRIS MANAGEMENT S.A., établie et ayant son siège social à L-1536 Luxembourg, 3-5, rue du Fossé, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B182076, dûment représentée par son gérant unique Monsieur Pierre Goffinet, comptable, né à Bastogne (Belgique), le 15 septembre 1971, demeurant à L-4815 Rodange, rue de la Fontaine 34b; et

2. La société à responsabilité limitée VG COM S.à R.L., établie et ayant son siège social à L-1536 Luxembourg, 3-5, rue du Fossé, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 160170, dûment représentée par son gérant administratif Monsieur Pierre Goffinet, comptable, né à Bastogne (Belgique), le 15 septembre 1971, demeurant à L-4815 Rodange, rue de la Fontaine 34b;

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Titre I^{er} . Dénomination - Siège social - Objet - Durée - Capital social

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la fabrication et la vente de plats cuisinés préparés à consommer sur place et/ou à emporter, l'exploitation de restaurants avec débit de boissons alcoolisées et non-alcoolisées, sédentaires ou ambulants et, plus géné-

ralement, toutes prestations de restauration et de traiteur dans le cadre de manifestations privées et/ou publiques, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

Art. 3. La société prend la dénomination de «What else S.à r.l.».

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'assemblée générale des associés. La société peut ouvrir des agences ou des succursales dans toutes les autres localités du pays et à l'étranger.

Art. 5. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de 12.500 Euros (douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 Euro (un euro) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle du nombre des parts existantes dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Titre II. Administration - Assemblée Générale

Art. 9. La société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, salariés ou gratuits, nommés par l'assemblée des associés, qui fixe leurs pouvoirs. Ils peuvent à tout moment être révoqués par l'assemblée des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

En tant que simple mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts lui appartenant.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente; chaque associé peut se faire représenter valablement aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux présents statuts doivent être prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Titre III. Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 12. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le trente et un décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice qui commence le jour de la constitution et finira le trente et un décembre deux mille seize.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, résultant des comptes annuels, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légal, jusqu'à ce que celui-ci atteigne le dixième du capital social.

Le solde est à la libre disposition des associés.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 16. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Les parts sociales sont librement transmissibles pour cause de mort, même par disposition de dernière volonté, à condition que ce soit en ligne directe

Tout autre bénéficiaire devra être agréé par une décision prise à l'unanimité des associés survivants

Art. 17. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaires de la société.

Art. 18. En cas de dissolution de la société, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 19. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales en vigueur régissant les sociétés à responsabilité limitée.

Evaluation des Frais

Art. 20. Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Souscription et Libération du capital

1) OSIRIS MANAGEMENT S.A. préqualifiée,	6.250 parts sociales
2) VG COM S.à R.L., préqualifiée,	6.250 parts sociales
Total: deux cent cinquante parts sociales	12.500 parts sociales

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les décisions suivantes:

1.- Le nombre de gérant est fixé à deux (2).

2.- Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

a. Monsieur Jean-Charles Gatelet, dirigeant d'entreprise, né à Paris, France, le 24 juin 1953, demeurant à B-1050 Bruxelles, 197, avenue de la Couronne, nommé gérant technique de la Société;

b. Monsieur Pierre Goffinet, comptable, né à Bastogne (Belgique), le 15/09/1971 demeurant à L-4815 Rodange, 34b, rue de la Fontaine, nommé gérant administratif de la Société.

3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle d'un gérant technique.

4. L'adresse de la société sera la suivante: L-1536 Luxembourg, rue du Fossé 3-5.

Avertissement

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société pré-sentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Goffinet et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 15 janvier 2016. 2LAC/2016/977. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2016.

Référence de publication: 2016057143/124.

(160017097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Andante Royal, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 203.354.

STATUTS

L'an deux mille seize, le vingt-cinq janvier.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg;

ONT comparu:

1.- Marovita Holding S.C.A., société en commandite par actions dûment constituée et existant valablement conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 19.541.415,- EUR, ayant son siège social au 16, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 191640,

2.- Monsieur Philippe DELATTRE, Avocat à la Cour, né à Paris 16^{ème}, le 15 mars 1957, demeurant à L-2331 Luxembourg, 18, rue Albert Philippe, et

3.- Madame Lydia DELATTRE, agent immobilier, née à Sainte-Adresse, le 1^{er} juillet 1973, demeurant à L-2331 Luxembourg, 18, rue Albert Philippe

tous trois (3) ici représentés par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu de trois (3) procurations lui délivrées, lesquelles après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes.

Lesdites parties comparantes, agissant es qualité, ont requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

Titre I^{er} . - Forme - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Forme. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois ainsi que par les présents Statuts (la «Société»).

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est ANDANTE ROYAL.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, y compris la détention de participations directes ou indirectes dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société a également pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Siège. Le siège social de la Société est établi dans la commune de la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre lieu de la commune par une résolution du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par une résolution du conseil de gérance conformément aux Statuts ou en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution de la majorité des associés représentant plus de soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La Société peut ouvrir des bureaux ou succursales, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II. - Capital - Parts sociales

Art. 6. Capital. Le capital social est fixé à 100.000,- EUR (cent mille euros), divisé en 1.000 (mille) parts sociales d'une valeur nominale de 100,- EUR (cent euros) chacune et sont chacune entièrement libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 7. Droits de vote. Chaque part confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales qu'il détient.

Art. 8. Indivisibilité des parts. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale.

Art. 9. Transfert des parts. Les parts sont librement cessibles entre associés ou lorsque la Société a un associé unique.

Les cessions de parts sociales aux tiers sont soumises à l'agrément préalable des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société, donné en assemblée générale.

Les cessions de parts sociales sont constatées par acte écrit conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 10. Rachat des parts. La Société peut racheter ses propres parts sociales pour autant que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction de son capital social.

Titre III. - Gérance

Art. 11. Nomination des gérants. La Société peut être gérée par un gérant unique ou plusieurs gérants. Dans le cas où plus d'un gérant est nommé, la Société est gérée par un conseil de gérance qui sera alors composé de deux catégories différentes de gérants, à savoir des gérants de type A et des gérants de type B.

Aucun gérant n'a à être associé de la Société. Le(s) gérant(s) sont nommés par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. La rémunération, le cas échéant, du ou des gérant(s) est déterminée de la même manière.

Un gérant peut être révoqué, pour ou sans justes motifs, à tout moment, et être remplacé par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Art. 12. Pouvoirs des gérants. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, à l'assemblée générale des associés, sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance, le cas échéant. La Société est liée par la signature de son gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'au moins un gérant de type A et au moins un gérant de type B, dont au moins le porteur de l'autorisation d'établissement dans l'hypothèse où, et durant la période pendant laquelle, l'un des gérants est le porteur d'une autorisation d'établissement délivrée à la Société.

Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut déléguer son/ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermine les pouvoirs et rémunération (s'il y a lieu) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat.

En outre, la gestion journalière des affaires de la Société et le pouvoir de représenter la Société à cet égard peuvent être délégués à un ou plusieurs gérants et/ou employés, qui n'a/ont pas à être associé(s) ou gérant(s) de la Société (le(s) «Délégué(s)»).

Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, détermine les pouvoirs et la rémunération (s'il y a lieu) des agents et/ou du (des) Délégué(s) (s'il y a lieu), la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions pertinentes de leur (s) fonction(s).

Art. 13. Conseil de gérance. Lorsque la Société est gérée par un conseil de gérance, celui-ci peut choisir parmi ses membres un président. Le conseil de gérance peut également choisir un secrétaire qui n'a pas à être un gérant ou associé de la Société et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation d'un gérant. La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion, doit être donnée à l'ensemble des gérants au moins 24 heures à l'avance, sauf lorsqu'il y est renoncé, par chacun des gérants, ou lorsque tous les gérants sont présents ou représentés.

Les réunions du conseil de gérance doivent se tenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par tout autre moyen de communication adéquat un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié, initié depuis le Grand-Duché de Luxembourg et permettant à l'ensemble des gérants participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Une réunion du conseil de gérance est dûment tenue, si au commencement de celle-ci, au moins un gérant de type A et au moins un gérant de type B sont présents en personne ou représentés par un mandataire.

Lors d'une réunion du conseil de gérance de la Société valablement tenue, les résolutions dudit conseil sont prises par un vote favorable de la majorité des gérants de la Société présents ou représentés incluant le vote favorable d'au moins un gérant de type A et d'au moins un gérant de type B.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que les résolutions prises lors d'une réunion du conseil de gérance. Les résolutions peuvent être signées sur des exemplaires séparés, chacun d'eux constituant un original et tous ensemble constituant un seul et même acte.

Les délibérations du conseil de gérance sont consignées dans des minutes signées par le président ou par deux gérants. Les copies ou extraits de ces minutes sont signés par le président ou par deux gérants.

Art. 14. Responsabilité des gérants. Aucun gérant n'engage sa responsabilité personnelle pour des engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société dans le cadre de ses fonctions de gérant de la Société et conformément aux Statuts.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 15. Associé unique. Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés conformément à la Loi.

Hormis les opérations courantes conclues à des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent faire l'objet de procès-verbaux ou être établis par écrit.

Art. 16. Assemblées générales. Les assemblées générales d'associés peuvent être convoquées par le gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance, à défaut par le commissaire ou le conseil de surveillance s'il existe. A défaut, elles sont convoquées par les associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Les convocations écrites à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour sont envoyées à chaque associé au moins 24 heures avant l'assemblée en indiquant l'heure et le lieu de la réunion.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter et agir à toute assemblée générale en nommant comme mandataire et par écrit une personne qui n'a pas à être associé de la Société.

Les résolutions de l'assemblée générale des associés sont valablement adoptées par vote des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première assemblée, les associés seront convoqués par lettre recommandée à une deuxième assemblée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions sont valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

Toutefois, les résolutions décidant de modifier les Statuts sont prises seulement par une résolution de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La tenue d'assemblées générales d'associés n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés ne dépasse pas vingt-cinq (25). En l'absence d'assemblée, les résolutions des associés sont valablement prises par écrit à la même majorité des votes exprimés que celle prévue pour les assemblées générales, et pour autant que chaque associé ait reçu par écrit, par tout moyen de communication approprié, l'intégralité du texte de chaque résolution soumise à approbation, préalablement à son vote écrit.

Lorsque la tenue d'une assemblée générale est obligatoire, une assemblée générale devra être tenue annuellement au Grand-Duché de Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre lieu indiqué dans la convocation le troisième mardi du mois de juin ou le jour ouvrable suivant si ce jour est férié.

Titre V. - Exercice social - Comptes sociaux - Profits - Audit

Art. 17. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 18. Comptes annuels. Tous les ans, à la fin de l'exercice social, le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, dresse un bilan et un compte de pertes et profits conformément à la Loi, auxquels un inventaire est annexé, l'ensemble de ces documents constituant les comptes annuels sera soumis à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés à l'assemblée générale des associés.

Art. 19. Bénéfice. Le solde du compte de pertes et profits, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés, représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint un dixième du capital social, mais devra être repris à tout moment jusqu'à entière reconstitution de la réserve légale.

Le bénéfice restant est affecté par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, décidant de sa distribution aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent, de son report à nouveau, ou de son allocation à une réserve distribuable.

Art. 20. Dividendes intérimaires. Nonobstant ce qui précède, le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut décider de verser des dividendes intérimaires avant la clôture de l'exercice social sur base d'un état comptable établi par le conseil de gérance, ou le gérant unique, le cas échéant, duquel doit ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts.

Art. 21. Audit. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq (25), la surveillance de la Société est confiée à un commissaire ou, le cas échéant, à un conseil de surveillance composé de plusieurs commissaires.

Aucun commissaire n'a à être associé de la Société.

Le(s) commissaire(s) sont nommé(s) par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des associés qui suit leur nomination. Cependant leur mandat peut être renouvelé par l'assemblée générale des associés.

Lorsque les conditions de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont atteints, la Société confie le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut cependant nommer un réviseur d'entreprise à tout moment.

Titre VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 22. Dissolution. La dissolution de la Société est décidée par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par un vote positif de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société. La Société n'est pas dissoute par la mort, la suspension des droits civils, la déconfiture ou la faillite d'un associé.

Art. 23. Liquidation. La liquidation de la Société est menée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société, résolution qui détermine leurs pouvoirs et rémunérations. Au moment de la clôture de liquidation, les avoirs de la Société sont attribués à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent.

Disposition temporaire

Nonobstant les dispositions de l'article 17, le premier exercice de la société débute ce jour et s'achèvera le 31 décembre 2016.

Souscription - Paiement

Les 1.000 (mille) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société ont été souscrites comme suit:

Associé	Nombre de parts sociales
1.- Marovita Holding S.C.A.	700
2.- Monsieur Philippe DELATTRE,	150
3.- Madame Lydia DELATTRE	150
Total:	1.000

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en numéraire. Le montant de 100.000,- EUR (cent mille euros) est donc à la disposition de la Société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat de blocage de fonds.

Frais

Le montant des frais, dépenses, coûts ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement évalués à 1.450,- EUR.

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés, représentant la totalité du capital social souscrit, ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1) Madame Lydia DELATTRE, agent immobilier, née à Sainte-Adresse, le 1^{er} juillet 1973, demeurant à L-2331 Luxembourg, 18, rue Albert Philippe, est nommée gérante unique de la Société pour une durée indéterminée;

2) Le siège social de la Société est établi à L-1724 Luxembourg, 11, Boulevard Prince Henri, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Junger, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 26 janvier 2016. Relation GAC/2016/676. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016057223/222.

(160017873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2016.

Lux Photo Graph' S.à r.l., Société à responsabilité limitée holding unipersonnelle.

Enseigne commerciale: Photo Graph'.

Siège social: L-4601 Differdange, 39, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 203.324.

—
STATUTS

L'an deux mille seize, le cinq janvier.

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg)

A comparu:

La société à responsabilité limitée de droit français dénommée «PHOTO GRAPH' EURL», ayant son siège social à F-54560 Audun-le-Roman, 2, place du Général de Gaulle, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Brieux sous le numéro 452 402 548,

ici représentée par Madame Corinne PELOSATO, épouse de Monsieur Etienne BEGUINOT, photographe, née à Hayange (France) le 4 octobre 1972, demeurant à F-54560 Audun-le-Roman, 3, place du Général de Gaulle, agissant en sa qualité de gérante unique de la société avec pouvoir d'engager ladite société par sa seule signature.

Laquelle comparante a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle sous la dénomination de: «LUX PHOTO GRAPH' S.à r.l.».

La société peut exercer son activité sous l'enseigne commerciale «PHOTO GRAPH'».

L'associée unique pourra à tout moment se réunir avec un ou plusieurs associés et les futurs associés pourront également prendre toutes les mesures nécessaires afin de rétablir le caractère uni-personnel de la société.

Art. 2. Le siège social est établi à Differdange.

Il pourra être transféré en tout autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé.

Art. 3. La société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, la conception et la réalisation d'oeuvres photographiques et vidéos numériques pour les particuliers et les professionnels ainsi que la vente et fabrication de supports et d'objets s'y rapportant directement.

En outre, la société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins que celle-ci ne soit pas spécialement réglementée. D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Chaque année, le trente-et-un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et de profits.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-), représenté par CINQ CENTS (500) parts sociales de VINGT-CINQ EUROS (EUR 25.-) chacune.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8.

a) La cession entre vifs:

Tant que la société ne comprendra qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il entend.

En présence de plusieurs associés, et pour toutes cessions de parts sociales, les associés bénéficieront d'un droit de préemption.

b) La transmission pour cause de mort:

Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société. Si l'associé unique n'a laissé aucune disposition de dernière volonté concernant l'exercice des droits afférents aux parts sociales, lesdits droits seront exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession. Jusqu'au partage des dites parts ou jusqu'à la délivrance de legs portant sur celles-ci.

Pour le cas où il y aurait des parts sociales non proportionnellement partageables, lesdits héritiers et légataires auront l'obligation pour lesdites parts sociales de désigner un mandataire.

En présence de plusieurs associés, les parts sociales peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires des parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Pour le surplus, les articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sont applicables.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par l'associé qui fixe les pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision de l'associé.

A moins que l'associée n'en décide autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

L'associée unique est habilitée à instituer des succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Chaque année, au dernier jour de décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société.

Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales,
- le solde restera à la libre disposition de l'associé.

Art. 12. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'associé.

Art. 13. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, la partie s'en réfère aux dispositions légales.

Souscription et libération

Toutes les cinq cents (500) parts sociales sont souscrites en numéraire par l'associée unique la société à responsabilité limitée de droit français dénommée «PHOTO GRAPH' EURL» prénommée, dûment représentée.

L'associée unique déclare que toutes les parts sociales souscrites sont intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le trente-et-un décembre deux mille seize (31.12.2016).

Estimation des frais

Le montant des charges, frais, dépenses, ou rémunérations, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à environ mille deux cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

L'associée unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, prend les résolutions suivantes:

Est nommée gérante unique de la société pour une durée indéterminée:

Madame Corinne PELOSATO, épouse de Monsieur Etienne BEGUINOT, photographe, née à Hayange (France) le 4 octobre 1972, demeurant à F-54560 Audun-le-Roman, 3, place du Général de Gaulle.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature de la gérante unique.

2. Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante: L-4601 Differdange, 39, Avenue de la Liberté.

Le notaire instrumentant a rendu attentif la comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par la comparante.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé avec moi, notaire, la présente minute.

signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Corinne Pelosato, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 janvier 2016. Relation: EAC/2016/512. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 25 janvier 2016.

Référence de publication: 2016056838/104.

(160016930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Advent Monext Luxembourg GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 142.638.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth of December.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED

“AI Global Investments & CY S.C.A.”, a société en commandite par actions, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 140.619 (the “Principal”), represented by Ms. Linda Harroch, lawyer, residing in Howald, Luxembourg (the “Proxy”) acting as a special proxy of by virtue of a proxy under private seal given on 28 December 2015 which, after having been signed “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The proxy, acting in the said capacity, has requested the notary to state:

I.- That "ADVENT MONEXT LUXEMBOURG GP S.à r.l.", (hereinafter the "Company") a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4 Rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 142.638, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 24 October 2008, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") dated 11 November 2008, number 2745 page 131754.

II.- That the subscribed share capital of ADVENT MONEXT LUXEMBOURG GP S.à r.l. amounts currently to twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.00) represented by twelve thousand five hundred (12,500.00) shares of one Euro (EUR 1.-) each.

III.- That the Principal declares to have full knowledge of the articles of incorporation and the financial standings of ADVENT MONEXT LUXEMBOURG GP S.à r.l., (the “Company”).

IV.- That the Principal holds all the shares of the Company and that as a sole shareholder declares explicitly to proceed with the dissolution of the Company.

V.- That the Principal, being sole owner of the shares and liquidator of the Company, declares:

- that all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or duly accounted for;
- regarding eventual liabilities presently unknown to the Company and not paid to date, that it will irrevocably assume the obligation to pay for such liabilities;
- that all assets have been realised, that all assets have become the property of the sole shareholder; with the result that the liquidation of the Company is to be considered closed;

VI.- That the shareholder's register of the Company has been cancelled.

VII.- That the Principal fully discharges the managers for their mandate up to this date.

VIII.- That the records and documents of the Company will be kept for a period of five (5) years at the offices of the dissolved Company.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, records that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of discrepancy between the English and the French text, the English text will prevail.

The document after having been read to the appearing person, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le trente décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

«AI Global Investments & CY S.C.A.», une société en commandite par actions constituée et régie selon les lois luxembourgeoises ayant son siège social au 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.619 (le «Mandant»);

représenté par Madame Linda Harroch, avocat, demeurant à Howald, Luxembourg (le «Mandataire») agissant en sa qualité de mandataire spécial en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 28 décembre 2015, laquelle, après avoir été signée «ne varietur» par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistré avec lui.

Le Mandataire, agissant ès-qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société à responsabilité limitée «ADVENT MONEXT LUXEMBOURG GP S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois luxembourgeoises ayant son siège social au 2-4 Rue Beck, L-1222, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 142.638, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 24 octobre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial C") du 11 novembre 2008, numéro 2745 page 131754.

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée ADVENT MONEXT LUXEMBOURG GP S.à r.l., pré-désignée, s'élève actuellement à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,00), représenté par douze mille cinq cent (12.500,00) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1.-) chacune.

III.- Que le Mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société ADVENT MONEXT LUXEMBOURG GP S.à r.l. (la «Société»).

IV.- Que le Mandant est le propriétaire de toutes les parts sociales de la Société et qu'en tant qu'associé unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la Société.

V.- Que le Mandant, agissant tant en sa qualité de liquidateur de la Société, qu'en tant qu'associé unique, déclare:

- que tous les passifs connus de la Société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés;
- par rapport à d'éventuels passifs, actuellement inconnus de la Société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer,
- que tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété de l'associé unique; de sorte que la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée.

VI.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des associés de la Société.

VII.- Que décharge pleine et entière est accordée à tous les gérants de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VIII.- Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq (5) ans aux bureaux de la Société.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: L. HARROCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 janvier 2016. Relation: EAC/2016/257. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016057202/92.

(160018121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2016.

AI Eskimo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 170.327.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth of December.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED

“AI Eskimo (Luxembourg) S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4 Rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under B170.268 (the “Principal”),

represented by Ms. Linda Harroch, lawyer, residing in Howald, Luxembourg (the "Proxy") acting as a special proxy of by virtue of a proxy under private seal given on 28 December 2015 which, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The proxy, acting in the said capacity, has requested the notary to state:

I.- That "AI Eskimo S.à r.l.", a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, Rue Beck L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B170.327, has been incorporated pursuant to a notarial deed of the undersigned notary dated 17 July 2012, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the "Memorial C") dated 29 August 2012, number 2150, page 103154.

II.- That the subscribed share capital of AI Eskimo S.à r.l. amounts currently to twelve hundred five thousand Euros (EUR 12,500.00) represented by twelve hundred five thousand (12,500) shares of one Euro (EUR 1.-) each.

III.- That the Principal declares to have full knowledge of the articles of incorporation and the financial standings of AI Eskimo S.à r.l. (the "Company").

IV.- That the Principal holds all the shares of the Company and that as a sole shareholder declares explicitly to proceed with the dissolution of the Company.

V.- That the Principal, being sole owner of the shares and liquidator of the Company, declares:

- that all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or duly accounted for;
- regarding eventual liabilities presently unknown to the Company and not paid to date, that it will irrevocably assume the obligation to pay for such liabilities;
- that all assets have been realised, that all assets have become the property of the sole shareholder; with the result that the liquidation of the Company is to be considered closed;

VI.- That the shareholder's register of the Company has been cancelled.

VII.- That the Principal fully discharges the managers for their mandate up to this date.

VIII.- That the records and documents of the Company will be kept for a period of five (5) years at the offices of the dissolved Company.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, records that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of discrepancy between the English and the French text, the English text will prevail.

The document after having been read to the appearing person, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le trente décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

«AI Eskimo (Luxembourg) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg ayant son siège social au 2-4 Rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B170.268 (le «Mandant»);

représenté par Madame Linda Harroch, avocat, demeurant à Howald, Luxembourg (le «Mandataire») agissant en sa qualité de mandataire spécial en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 28 décembre 2015, laquelle, après avoir été signée «ne varietur» par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistré avec lui.

Le Mandataire, agissant ès-qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société à responsabilité limitée «AI Eskimo S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 2-4 Rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B170.327, a été constituée suivant acte notarié en date du 17 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial C") du 29 août 2012, numéro 2150, page 103154.

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée AI Eskimo S.à r.l., pré-désignée, s'élève actuellement à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,00), représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1.-) chacune.

III.- Que le Mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société AI Eskimo S.à r.l. (la «Société»).

IV.- Que le Mandant est le propriétaire de toutes les parts sociales de la Société et qu'en tant qu'associé unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la Société.

V.- Que le Mandant, agissant tant en sa qualité de liquidateur de la Société, qu'en tant qu'associé unique, déclare:

- que tous les passifs connus de la Société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés;
- par rapport à d'éventuels passifs, actuellement inconnus de la Société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer,
- que tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété de l'associé unique; de sorte que la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée.

VI.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des associés de la Société.

VII.- Que décharge pleine et entière est accordée à tous les gérants de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VIII.- Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq (5) ans aux bureaux de la Société.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: L. HARROCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 janvier 2016. Relation: EAC/2016/249. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016057213/90.

(160018032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2016.

Compass Printing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 283.286,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 159.171.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty third day of December.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Neuheim Lux Group Holding V, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under Luxembourg law, having its registered office at 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, a share capital of EUR 8.624.430,00 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 137498,

here represented by Ms. Sofia Da Chao Conde, employee, professionally residing in 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of one proxy given on December 22, 2015. The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "Compass Printing S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, a share capital of EUR 283.286,00, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 159171, established pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated January 14, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1068, dated May 20, 2011, and whose articles of association have been lastly amended pursuant to a deed of Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated September 15, 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 3107, dated November 13, 2015.

Resolutions

I. The sole shareholder resolves to transfer the registered seat of the Company from 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg to 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

II. As a result of the transfer of the registered seat, the sole shareholder resolves to amend article 5 paragraph 1 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5.** The Company will have its registered office in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.”

III. The sole shareholder resolves to acknowledge the resignation, with immediate effect, of the following persons:

Category A managers:

- Mr. Clarence Terry, company manager, born on July 11, 1946 in Virginia, United States of America, having his professional address at 5200, Town Center Circle, Suite 600, Boca Raton, FL 33486, United States of America;
- Mr. Lynn Skillen, company manager, born on December 29, 1955 in Kansas, United States of America, having his professional address at 5200, Town Center Circle, Suite 600, Boca Raton, FL 33486, United States of America;

Category B managers:

- Mr. Stéphane Gatto, born on August 2, 1980 in Thionville, France, having his professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Ms. Anita Lyse, company manager, born on October 4, 1976 in Alesund, Norway, having her professional address at 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Ms. Laura Spitoni, company manager, born on July 19, 1968 in Rome, Italy, having her professional address at 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

IV. The sole shareholder resolves to grant them discharge for the execution of their mandates until the date of their resignation.

V. The sole shareholder resolves to appoint, with immediate effect and for an unlimited duration, the following persons as category A managers of the Company:

- Mr. Henrik Bjerklin, born on July 30, 1973 in Lund, Sweden, with personal address at Bardabacken 10, SE-167 71 Bromma, Sweden; and
- Mr. Mats Johansson, born on June 21, 1963, in Hallstahamm, Sweden, with personal address at Kummelnäsvägen 85, SE-132 37 Saltsjö-Boo, Sweden.

VI. The sole shareholder resolves to appoint, with immediate effect and for an unlimited duration, the following persons as category B managers of the Company:

- Mr. Peter Fischbach-Engelberg, born on May 7, 1960, in Tyska, Sweden, with professional address at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Mr. Jean-Louis Frey, born on September 12, 1969, in Metz, France, with professional address at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

VII. The sole shareholder resolves to acknowledge that following the above resignations and appointments, the board of managers of the Company is now composed as follows:

Category A managers:

- Mr. Henrik Bjerklin, prenamed;
- Mr. Mats Johansson, prenamed.

Category B managers:

- Mr. Peter Fischbach-Engelberg, prenamed;
- Mr. Jean-Louis Frey, prenamed.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-trois décembre.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Neuheim Lux Group Holding V, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 1B, Heienhaff, L 1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, un capital social d'EUR 8.624.430,00 et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137498,

ici représentée par Melle Sofia Da Chao Conde, employée, ayant son adresse professionnelle au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 22 décembre 2015. Laquelle

procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeure annexée aux présentes pour être enregistrées avec elles.

La comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

La comparante est l'associée unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Compass Printing S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, un capital d'EUR 283.286,00, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159171, constituée par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 14 janvier 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1068, en date du 20 mai 2011, et dont les statuts ont été dernièrement modifiée par acte de Maître Léonie Grethen, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, du 15 septembre 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3107, en date du 13 novembre 2015.

Résolutions

I. L'associé unique décide de transférer le siège social de la Société du 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

II. Suite au transfert de siège social, l'associé unique décide de modifier l'article 5 paragraphe 1 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le siège de la Société est établi dans la municipalité de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.»

III. L'associé unique décide de reconnaître la démission, avec effet immédiat, des personnes suivantes:

Gérants de Catégorie A:

- M. Clarence Terry, gérant de société, né le 11 juillet 1946 en Virginie, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 5200, Town Center Circle, Suite 600, Boca Raton, FL 33486, Etats-Unis d'Amérique; et

- M. Lynn Skillen, gérant de société, né le 29 décembre 1955 au Kansas, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 5200, Town Center Circle, Suite 600, Boca Raton, FL 33486, Etats-Unis d'Amérique;

Gérants de Catégorie B:

- M. Stéphane Gatto, né le 2 août 1980 à Thionville, France, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Mme Anita Lyse, gérant de société, née le 4 octobre 1976 à Alesund, Norvège, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Mme Laura Spitoni, gérant de société, née le 19 juillet 1968 à Rome, Italie, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

IV. L'associé unique décide de leur donner décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de leur démission.

V. L'associé unique décide de nommer, avec effet immédiat et pour une durée illimitée, les personnes suivantes en tant que gérants de catégorie A:

- M. Henrik Bjerklin, né le 30 juillet 1973, à Lund, Suède, avec adresse personnelle au Bardabacken 10, SE-167 71 Bromma, Suède;

- M. Mats Johansson, né le 21 juin 1963, à Hallstaham, Suède, avec adresse personnelle au Kummelnäsvägen 85, SE-132 37 Saltsjö-Boo, Suède.

VI. L'associé unique décide de nommer, avec effet immédiat et pour une durée illimitée, les personnes suivantes en tant que gérants de catégorie B:

- M. Peter Fischbach-Engelberg, né le 7 mai 1960, à Tyska, Suède, avec adresse professionnelle au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. Jean-Louis Frey, né le 12 septembre 1969, à Metz, France, avec adresse professionnelle au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

VII. L'associé unique décide de reconnaître que suite aux démissions et nominations ci-dessus, le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérants de Catégorie A:

- M. Henrik Bjerklin, prénommée;

- M. Mats Johansson, prénommé.

Gérants de Catégorie B:

- M. Peter Fischbach-Engelberg, prénommé;

- M. Jean-Louis Frey, prénommé.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31632. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016057263/149.

(160017763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2016.

Luxembourg International Real Estate Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 89.955.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil de Gérance en date du 4 février 2016

- La démission de Monsieur Marc LIMPENS de son mandat de Gérant est acceptée avec effet immédiat.

- Madame Isabelle DONADIO, employée privée, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, née le 3 octobre 1962 à Amnéville, France, est cooptée en tant que Gérant avec effet immédiat, en remplacement de Monsieur Marc LIMPENS, démissionnaire. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2019.

Fait à Luxembourg, le 4 février 2016.

Certifié sincère et conforme

LUXEMBOURG INTERNATIONAL REAL ESTATE HOLDINGS S.A R.L.

Référence de publication: 2016063836/16.

(160025267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Inica Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, Avenue J.F Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 187.494.

En date du 8 février 2016 l'associé unique de la Société a pris les décisions suivantes:

1. L'acceptation de la démission de madame Marija Prechtlein de ses fonctions de gérante A de la Société, avec effet au 29 janvier 2016;

2. Election d'une nouvelle gérante A à compter du 29 janvier 2016 pour une durée indéterminée:

- Madame Kristina Velicka, née le 21 juin 1973 à Tallinn, République d'Estonie, ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Inica Holding S.à r.l.

Ariane Klaps

Gérante A

Référence de publication: 2016064527/18.

(160025924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.
